



## **I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED)**

Siège social : 9, rue Notre dames des Victoires – 75002 PARIS  
Association (loi 1901)

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

**RSM Paris**

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 147 63 67 00

Fax : +33 (0) 147 63 69 00

**I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED)**

Siège social : 9, rue Notre dames des Victoires – 75002 PARIS

Association (loi 1901)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Membres de l'Association I&amp;P ENTREPRENEURS &amp; DEVELOPPEMENT (IPED),

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT (IPED) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Nous vous précisons que votre entité n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice 2019 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 septembre 2021

Le commissaire aux comptes

**RSM Paris**

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Fabien CREGUT'.

**Fabien CREGUT**

Associé

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	25 868 519		25 868 519	12 932 110
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	957 976		957 976	2 999 853
<b>Total II</b>	<b>26 826 495</b>		<b>26 826 495</b>	<b>15 931 963</b>
Ecart de conversion - Actif (V)	76 658		76 658	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>26 903 153</b>		<b>26 903 153</b>	<b>15 931 963</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	533 392	430 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-2 841	-2 314
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-2 088</b>	<b>-527</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>528 462</b>	<b>427 159</b>
<b>Total I</b>	<b>528 462</b>	<b>427 159</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	1 120 398	
<b>Total II</b>	<b>1 120 398</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	817 460	51 924
Autres dettes	5 460 086	3 800 779
Produits constatés d'avance	18 976 746	11 652 093
<b>Total IV</b>	<b>25 254 292</b>	<b>15 504 804</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>26 903 153</b>	<b>15 931 963</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	16 306 495	
Dont à moins d'un an (a)	8 947 797	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	2 133 790	50 979
<i>Contributions financières</i>	8 400	
<b>Total I</b>	<b>2 142 190</b>	<b>50 979</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	331 486	23 410
Aides financières	692 388	28 052
Reports en fonds dédiés	1 120 398	
Autres charges		
<b>Total II</b>	<b>2 144 272</b>	<b>51 462</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-2 082</b>	<b>-483</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Différences négatives de change	7	44
<b>Total IV</b>	<b>7</b>	<b>44</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-7</b>	<b>-44</b>



	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-2 088</b>	<b>-527</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>2 142 190</b>	<b>50 979</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 144 279</b>	<b>51 506</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-2 088</b>	<b>-527</b>



Désignation de l'association : I&P ENTREPRENEURS & DEVELOPPEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 26 903 153 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 2 088 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2020 par les dirigeants de l'association.

## **Règles générales**

---

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

## **Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Opérations en devises**

---

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

## Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

---

Signature le 9 janvier 2020 de la convention I&P Afrique Technologies (IPAT) avec l'Agence Française du Développement dont l'objectif est d'accompagner des startups technologiques africaines à fort potentiel de croissance opérant dans le secteur du digital.

Signature le 14 décembre 2020 de la convention MCF avec la Fondation Mastercard dont l'objectif est d'accompagner des entités du secteur éducatif en Côte d'Ivoire, Ghana et Sénégal.

## Autres éléments significatifs

---

Covid-19 :

En date du 30 janvier 2020 l'OMS a déclaré l'état d'urgence internationale lié à la santé publique. En raison de l'évolution du COVID-19, la France a annoncé des mesures de confinement en date du 17 mars 2020.

Le Gouvernement français a annoncé en novembre dernier de nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu. Cependant, compte tenu de l'activité, l'ensemble des mesures de restriction passées et en cours n'ont eu que peu d'impact pour l'entreprise.

Compte tenu de l'évolution de la situation à la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité d'appréhender avec exactitude l'ensemble des éléments pouvant impacter les comptes de l'exercice prochain.

Certification des comptes

L'exercice clôturé au 31 mars 2021 est le premier exercice audité par un commissaire aux comptes. L'exercice clos au 31 décembre 2020 n'a donc pas fait l'objet d'une certification.

**Actif circulant*****Etat des créances***

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 25 868 519 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	25 868 519	9 487 217	16 381 303
Charges constatées d'avance			
<b>Total</b>	<b>25 868 519</b>	<b>9 487 217</b>	<b>16 381 303</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances se composent principalement des subventions à recevoir et des avances remboursables accordées aux entreprises partenaires dans le cadre des conventions de financement.

## Fonds propres

### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	430 000		103 392		533 392
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	-2 314	-527			-2 841
Excédent ou déficit de l'exercice	-527	527		2 088	-2 088
<b>Situation nette</b>	<b>427 159</b>		<b>103 392</b>	<b>2 088</b>	<b>528 462</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>427 159</b>		<b>103 392</b>	<b>2 088</b>	<b>528 462</b>

## Dettes

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 25 254 292 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	817 460	817 460		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	5 460 086	2 080 046	3 380 040	
Produits constatés d'avance	18 976 746	6 050 291	12 926 455	
<b>Total</b>	<b>25 254 292</b>	<b>8 947 797</b>	<b>16 306 495</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les dettes se composent principalement des enveloppes de financement d'amorçage à réaliser dans le cadre des subventions.

## Comptes de régularisation

### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance - IPAS	9 795 190		
Produits constatés d'avance - IPAT	560 000		
Produits constatés d'avance - MCF	8 621 556		
<b>Total</b>	<b>18 976 746</b>		

Les produits constatés d'avance correspondent à la quote-part des subventions pour les prochains exercices.

## Charges et produits d'exploitation et financiers

### Subventions d'exploitation

#### Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
IPAS	11 699 960	1 856 903	922 170		934 733
IPAT	840 000	279 991	94 335		185 656
MCF	8 629 955		8 400	8 400	
<b>Total</b>	<b>21 169 915</b>	<b>2 136 894</b>	<b>1 024 905</b>	<b>8 400</b>	<b>1 120 389</b>

La convention MCF est rédigée en USD, nous appliquons le taux de change à chaque opération avec le bailleur.



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice			Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06		Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation									
IPAS	-	-	-	1 856 903	922 170	-		934 733	-
IPAT	-	-	-	279 991	94 335	-		185 656	-
Contributions financières d'autres organismes									
MCF	-	-	-	8 400	8 400	-		-	-
Ressources liées à la générosité du public									
Néant									
TOTAL	-	-	-	2 145 294	1 024 905	-	-	1 120 389	-